

A NOS LECTEURS

Avec le numéro 12 de « Bilan », nous clôturons notre première année d'existence. Malgré les difficultés, l'indifférence des uns, les sarcasmes des autres, nous avons tenu bon sans vouloir désespérer de l'avenir. Aujourd'hui, un premier jalon est posé sur notre route, mais il faut continuer et faire infiniment mieux. Certes, nous ne sommes pas arrivés à déterminer des discussions sérieuses avec des groupes politiques se réclamant du communisme, mais faut-il y voir un résultat de la désagrégation de ceux-ci, de leur incapacité profonde à affronter une discussion de principe, ou simplement un résultat de notre extrême médiocrité, du peu d'intérêt de nos conceptions. Ce qui est évident, c'est que, malgré leur suffisance, nos adversaires s'effritent idéologiquement, se décomposent sous le fouet des événements, manifestant ainsi leur peu de cohésion devant les nécessités actuelles.

La diffusion si réduite de « Bilan » est dû à son caractère d'organe de prospection d'un terrain historique auquel presque tout le monde tourne aujourd'hui le dos. Qui donc veut encore songer à reconstituer le bagage idéologique du prolétariat, à préparer la révolution en « comprenant la réaction » que nous vivons, lorsque l'exemple du triomphe du centrisme dans l'Etat prolétarien, l'incorporation de ce dernier au capitalisme, jette par terre les espérances prolétariennes?

Notre isolement s'accroît donc en proportion de la débâcle sur tout le front ouvrier. Les uns veulent à tout prix sauver cet Etat dégénéré d'une chute définitive et, pour cela, deviennent les alliés de la social-démocratie; d'autres quittent le terrain de la lutte et sombrent dans l'indifférence.

Dans une pareille situation, notre revue devait devenir un objet d'ironie pour ceux qui ont tout résolu, ont des formules toutes prêtes et résolvent les problèmes les plus complexes en un tourne-main avec quelques belles images de style à l'usage du « militant moyen ». Nous laissons volontiers la flûte, le tambour et les tréteaux de foire aux confusionnistes qui rejettent toute nécessité de tracer un bilan historique des événements. Pour nous, aussi modestement que nous avons commencé notre travail, nous continuerons en misant sur le devenir des situations dont nous voulons contribuer à préparer les éléments idéologiques pour la bataille ouvrière. De la dégénérescence de l'Etat prolétarien aux problèmes complexes que les défaites prolétariennes ont posés, il faut retirer des enseignements pour l'avenir sous peine de commettre les mêmes erreurs, de choir dans le même précipice. C'est dans ce sens que « Bilan » veut travailler et continuer sa route.

Que notre isolement puisse s'accroître en fonction de l'accomplissement de notre tâche, n'est pas fait pour nous effrayer: nous payons la rançon de l'écrasement des ouvriers et du triomphe du capitalisme. Et si un jour il arrivait que nous soyons empêchés de continuer notre travail, il faudrait y voir un résultat d'une situation pénible pour les militants restés fidèles à l'idéal révolutionnaire.

Que chaque camarade qui nous lit se rende bien compte de l'effort que notre fraction doit fournir pour sortir « Bilan ». Mais, aujourd'hui, cet effort devient plus important encore parce qu'il s'avère que seulement quelques rares noyaux marxistes — dont nous sommes — veulent préparer le matériel pour les révolutions de demain, au milieu d'une accentuation vertigineuse de la dégringolade de toutes les oppositions surgies de la lutte contre le centrisme.

L'aide matérielle, financière, de tous ceux qui s'intéressent à notre travail, devient donc de plus en plus essentielle. Il faut aider « Bilan » à vivre, à se propager. Le numéro 12 qui termine l'année aura 32 pages au lieu de 36, afin que nous puissions rattraper les 4 pages jointes au n° 3, paru avec 40 pages.

Dorénavant, « Bilan » paraîtra avec 32 pages. Nous avons pris cette disposition pour ne pas encourir, éventuellement, le risque d'un déficit. Que nos lecteurs comprennent bien qu'il ne dépend que d'eux de maintenir 36 pages, mais pour cela, il faut augmenter le nombre d'abonnements, activer les souscriptions.

L'écrasement du prolétariat espagnol

Deux critères existent pour la compréhension des événements: deux plateformes opposées sur lesquelles s'effectue la concentration de la classe ouvrière. C'est ainsi seulement que nous pourrions analyser les dernières hécatombes où ont péri des milliers de prolétaires de la péninsule ibérique, fusillés mitraillés, bombardés par la « République des travailleurs espagnols ».

Où bien la République, les libertés démocratiques, ne sont qu'un puissant diversif qui l'ennemi soulève quand il lui est impossible d'employer la violence et la terreur pour écraser le prolétariat. Ou bien, la République et les libertés démocratiques représentent un moindre mal et même une condition favorable à la marche victorieuse du prolétariat qui aurait pour devoir de les appuyer en vue de favoriser son attaque ultérieure pour sa délivrance des chaînes du capitalisme.

Le terrible carnage de ces derniers jours en Espagne devrait exclure la petite combine du « dosage », suivant laquelle la République est bien une « conquête ouvrière » à défendre, mais sous « certaines conditions » et surtout dans la « mesure » où elle n'est pas ce qu'elle est, ou à la condition qu'elle « devienne » ce qu'elle ne peut pas devenir, ou, enfin, « si » loin d'avoir la signification et les objectifs qu'elle a, elle se dispose à devenir l'organe de domination de la classe des travailleurs. Ce petit jeu devient également très difficile pour ce qui concerne les situations ayant précédé la guerre civile en Espagne, où le capitalisme a donné la mesure de sa force contre le prolétariat. En effet, depuis sa fondation, en avril 1931, et jusqu'en décembre 1931, la « marche à gauche » de la République Espagnole, la formation du gouvernement Azana-Caballero-Lerroux, son amputation en décembre 1931, de l'aile droite représentée par Lerroux, ne détermine nullement des conditions favorables à l'avancement des positions de classe du prolétariat ou à la formation des organismes capables d'en diriger la lutte révolutionnaire. Et il ne s'agit nullement de voir ici ce que le gouvernement républicain et radical-socialiste aurait dû faire pour le salut de la... révolution communiste, mais il s'agit de rechercher si oui ou non cette conversion à gauche ou à l'extrême gauche du capitalisme, ce concert unanime qui allait des socialistes jusqu'aux syndicalistes pour la défense de la République, a créé les conditions du développement des conquêtes ouvrières et de la marche révolutionnaire du prolétariat? Ou bien encore si cette conversion à gauche n'était pas dictée par la nécessité, pour le capitalisme, d'enivrer les ouvriers bouleversés par un profond élan révolutionnaire, afin qu'ils ne s'orientent pas vers la lutte révolutionnaire, car le chemin que la bourgeoisie devait emprunter en octobre 1934 était trop risqué en 1931 et les ouvriers, à cette époque, auraient pu vaincre à un moment où le capitalisme ne se trouvait pas dans la possibilité de recruter les armées de la répression féroce?

D'autre part, le séparatisme catalan ou basque, que l'on avait considéré comme une brèche ouverte dans l'appareil de domination de l'ennemi, brèche qu'il fallait élargir jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes pour faire progresser ensuite le cours de la révolution prolétarienne, n'avait-il pas donné la mesure de sa force en érigeant une République Catalane... pour quelques heures (qui s'effaça lamentablement sous les coups du même général Ballester que Companys conviait à la défense